

«Le discours pour justifier l'exclusion est aujourd'hui plus sophistiqué et moins identifiable au racisme qu'auparavant»



Dr. Philippe

Gottraux.

Photo: André

/ Voix

d'Exils

Face à la montée de l'extrême droite en Europe et à l'adoption par le peuple suisse de l'initiative portée par l'Union Démocratique du Centre (UDC) dite « Contre l'immigration de masse », *Voix d'Exils* s'est penché sur le sujet avec Philippe Gottraux, politologue à l'Université de Lausanne, pour mieux comprendre le phénomène.

Voix d'Exils : Quelles sont les spécificités et caractères communs des idéologies d'extrême droite ?

Philippe Gottraux : Historiquement, l'extrême droite européenne est liée à des courants qui ont été marginalisés après la guerre – comme le fascisme et le nazisme -, mais qui ont continué à exister très marginalement dans la société. Ce qui est préoccupant ces derniers temps, c'est la recrudescence des courants d'extrême droite partout en Europe. On observe, bien sûr, des différences entre eux, même si les thématiques peuvent se ressembler. Ils partagent, par exemple, une espèce de phobie envers les étrangers ou, pour les groupes plus

modérés comme l'UDC, une obsession du « problème » que représentent pour eux les étrangers. Mais ce n'est quand même pas la chasse à l'homme à coups de barre de fer, organisée par le mouvement grec Aube Dorée dans les rues d'Athènes, sous les yeux complaisants de la police...

Qu'est-ce qui différencie les mouvements d'extrême droite actuels par rapport à ceux des années 30-40 ?

Les mouvements des années 30-40 ont perdu la guerre, puis la bataille idéologique. Il y a eu un tabou – au sens politique et positif du terme – pour interdire le racisme. Il a fallu une modération des discours d'extrême droite dans ce nouveau contexte. S'en est suivi la désignation de nouveaux boucs émissaires. Alors que, tendanciellement, l'antisémitisme est devenu indicible, le racisme anti-Roms se porte bien. A droite, on agite aussi la menace de l'Islam, de l'islamisation de l'Europe, ou encore celle des migrations venant des sociétés du Sud.

Quelle est la vision du monde des mouvements d'extrême droite ?

C'est la construction d'une vision du monde qui est systématiquement organisée autour d'une opposition entre « Eux » et « Nous », d'une conception anti-égalitaire et hiérarchique de la société, ainsi que d'un nationalisme exacerbé. Pour ce qui nous concerne ici, le « Eux », c'est évidemment les étrangers, les « races », les cultures différentes de « Nous », avec lesquels il ne faut pas se mélanger. Prenez le débat qu'il y a eu en Suisse sur les minarets à l'occasion de la votation populaire nationale de novembre 2009. Le « Eux », c'était les musulmans avec leurs pratiques supposées incompatibles avec nos institutions. Il faut savoir qu'au 19^{ème} siècle, une initiative fédérale acceptée par le peuple visait à interdire aux Juifs l'abattage rituel. C'était déjà les mêmes mécanismes : « On n'a rien contre les Juifs, on prend la défense des animaux. » Cette initiative

avait bien sûr permis un déferlement de discours antisémites.

Ce refus de l'autre est-il un phénomène que l'on observe dans toutes les sociétés ?

Dans toutes les sociétés, il y a des « Eux » et des « Nous ». Une différenciation se fait entre le groupe d'appartenance comme la nation, la culture, et les « Autres ». La question est de savoir ce qu'on fait de cette différence. Il y a, bien sûr, des différences entre « Eux » et « Nous », mais doit-on les conflictualiser pour renforcer le « Nous » contre les « Autres » ? Je pense qu'un des fonds de commerce de l'extrême droite, c'est de faire une lecture de la réalité sociale sur cette base-là.

Comment les partis d'extrême droite justifient-ils le rejet des étrangers ?

Ce n'est pas nécessairement des étrangers, c'est des « Eux » qui sont la plupart du temps des étrangers ou issus de l'immigration. L'extrême droite a été marginalisée après-guerre, parce que ses arguments pour exclure les « Eux » – en l'occurrence les Juifs ou les Tsiganes – étaient des arguments radicaux qui ont conduit à des extrêmes comme l'extermination. Maintenant, le discours pour justifier l'exclusion des « Eux », ou la séparation avec les « Eux », est en général beaucoup plus modéré, plus sophistiqué, et donc moins rapidement identifiable au racisme. Les gens qui se revendiquent explicitement du racisme ou qui revendiquent explicitement la supériorité des Blancs sur les Noirs ou des Suisses sur les étrangers sont minoritaires. De fait, les arguments qui circulent ne sont ni méprisants ni haineux, ils sont plus subtils. Le danger, c'est que ces arguments plus subtils sont davantage recevables pour la société.

Est-ce le seul danger ?

Non. L'autre danger, c'est la réappropriation tactique par ces courants d'extrême droite de thématiques ou de valeurs qui

sont historiquement de gauche. Par exemple, la défense de la laïcité. On entend : « L'Islam est incompatible avec nos valeurs parce qu'il est contre la laïcité. » ; « On ne veut pas de musulmans ou d'immigrés venant du Tiers Monde parce qu'ils traitent différemment leurs femmes que nous. » Sous-entendu : « Ils traitent mal leurs femmes, nous on les traite bien. » L'extrême droite se réapproprie les valeurs de la défense du droit des femmes pour justifier des formes de racisme subtiles. On entend ainsi Marine Le Pen défendre le droit des homosexuels, les droits des femmes, la laïcité, la République, etc. Pour quelqu'un qui est à la tête d'un parti d'extrême droite, c'est quand même nouveau !

Que faire pour contrer ce brouillage politique ?

Il est difficile de combattre ces idéologies d'extrême droite parce que justement elles brouillent les clivages. En gros, elles se réapproprient et dévoient des valeurs de gauche, à tel point que ça fait éclater une partie de la gauche sur ces questions. Sur la question de la laïcité, sur la question du port du voile en France etc. La gauche vole en morceaux. Mais, une autre partie de la gauche a conscience que c'est très dangereux de raisonner ainsi, parce que c'est une manière de faire de la place à ce racisme nouveau.

Les discours apparemment modérés cachent les vraies valeurs de l'extrême droite. Peut-on parler de discours masqués?

Pour le Front National c'est une stratégie politique. Il faut moderniser le discours, être trop franc ça ne passe plus. Sans compter le risque d'avoir des procès, car il existe des normes pénales antiracisme. Donc, pour une partie des acteurs, c'est du maquillage, c'est du calcul. Mais une partie des journalistes ne se rend pas non plus compte de ce que cache ce type de discours. On l'avait vu lors de l'initiative populaire de l'UDC sur les étrangers criminels soumise au peuple en novembre 2010. Du côté de la presse, personne n'osait attaquer de front la logique raciste qu'il y avait là derrière, dans sa

logique de double peine qui consiste à punir différemment en rapport à la nationalité.

Comment expliquer la recrudescence des mouvements d'extrême droite actuellement en Europe ?

Il y a plusieurs explications qui tendent à dire que c'est lié à la crise économique, à une situation socio-économique qui se dégrade. C'est en partie vrai. Mais l'Espagne et le Portugal sont des pays qui subissent des politiques d'austérité phénoménales qui dégradent les conditions de vie des populations, qui créent de la misère, sans qu'on n'observe pour autant une montée significative des partis d'extrême droite. Donc, la situation économique dégradée ne suffit pas à elle seule à expliquer la montée de ces partis. La meilleure preuve c'est qu'en Suisse l'UDC fait de très bons scores, mobilise sur des thématiques de rejet des étrangers, alors que la situation économique est bonne en comparaison internationale.

L'autre argument pour expliquer l'avancée de l'extrême droite, l'idée que la gauche et la droite – au sens gouvernemental – c'est du pareil au même. Les partis politiques de gauche ou de droite ne seraient plus suffisamment différents pour offrir des alternatives politiques claires aux citoyens. Ces derniers iraient chercher ailleurs, on le voit en France avec le Front National. Mais cette explication n'est pas suffisante non plus. J'ai l'impression qu'il faut une combinaison de facteurs explicatifs. Il faut regarder dans chaque situation, dans chaque pays, les éléments d'histoire. Dans l'histoire suisse, on a une tradition politique et culturelle, depuis le 20^{ème} siècle, qui désigne les étrangers comme un « problème ». Dans la loi sur les étrangers datant du début des années 30, on se souciait déjà de l'*Überfremdung*, c'est-à-dire de « la surpopulation étrangère ». L'État suisse – pas l'extrême droite -, l'État est préoccupé depuis le 20^{ème} siècle par le danger que représenterait la « surpopulation étrangère ».

En Suisse, qu'est-ce qui a changé depuis que l'UDC est devenu le premier parti politique ?

Ce qu'il faut regarder, ce n'est pas seulement les scores d'un parti d'extrême droite au niveau électoral, c'est en quoi ce parti arrive à faire bouger l'ensemble de l'échiquier politique vers la droite, et notamment vers des positions hostiles aux étrangers. Depuis 20-30 ans, en Europe, la situation s'est durcie à tous les niveaux, dans tous les pays. Même si l'extrême droite reste minoritaire – avec des scores électoraux oscillant entre 8% et 10% –, il y a des situations où elle devient le pivot qui tire l'ensemble de l'échiquier politique sur la droite, contre les étrangers. En Suisse, c'est particulièrement clair. Depuis que l'UDC progresse, les autres partis s'emparent des thèmes de l'UDC et font soit de la surenchère – parfois en essayant de la prendre de vitesse – ce qu'a essayé de faire le Parti libéral-radical, avec son initiative sur la mendicité (qu'il a maintenant retirée) ; soit ils proposent des solutions qui vont dans le même sens, mais qui sont un peu plus modérées. Mais ça va quand même dans le sens d'une stigmatisation des étrangers ou d'un renforcement de l'idée que les étrangers sont un problème.

Comment ces courants propagent-ils leurs discours ?

Prenons l'exemple des délits. Dans le discours dominant, on se pose systématiquement la question de savoir si c'est un étranger ou si c'est un Suisse qui l'a commis. Si c'est un Suisse, on va se poser la question de savoir si c'est un « vrai Suisse » avec tous les guillemets qu'il faut, ou si c'est un Suisse naturalisé. Il y a une espèce d'obsession, qui n'est pas seulement le signe de l'extrême droite. L'extrême droite joue à fond sur cet impensé nationaliste partagé, elle ne fait que le radicaliser, le systématiser. Ce qui ressort finalement renforcé, c'est l'idée que le clivage les Suisses / les Autres est une grille de lecture pertinente pour analyser n'importe quoi.

A titre personnel, qu'est-ce qui vous frappe dans ce phénomène ?

Je dirais que la force de l'extrême droite c'est sa force stratégique, alors que la gauche critique est sur ce plan dans les cordes. C'est aussi plus facile d'agiter les peurs que de faire appel à la raison, c'est peut-être ça le problème aussi... Pour finir sur un dernier exemple, celui des dealers, on néglige dans le débat public la plupart du temps les consommateurs, surtout si ce sont des personnes de la bonne société qui leur achètent de la drogue. Lorsque vous dites : « S'il y a des dealers, c'est qu'il y a des consommateurs », vous apparaissez déjà comme suspect !

La rédaction vaudoise de Voix d'Exils